

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La Commune

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe internationale)*

n° 96 Mai 2015

PARTIS INSTITUTIONNELS DE DROITE, DE GAUCHE ET FN :



Défense de la laïcité, lire pp. 6-7

Séisme à la fédération CGT Santé, lire p. 8

Grèce, trois mois après les élections, lire pp. 12-13

Où va le Yemen, lire p. 14

De l'abstention...

Eloge des abstentions

A la suite de notre communiqué au lendemain du premier tour des élections cantonales, un de nos lecteurs nous a envoyé, bien légitimement et dans un cadre de discussion fraternel un commentaire où il marque son désaccord avec notre appréciation des résultats et en particulier notre analyse sur le phénomène abstentionniste. On trouvera ci-dessous une première réponse à ses objections Un débat qui mérite d'être poursuivi.

Notre lecteur nous a écrit : « *Petit commentaire au-delà des chiffres intéressants, il n'y a pas de vague FN, dites-vous. Si il y en a une, le FN a gagné 10 points de plus depuis les dernières cantonales. 25% aux départementales. Par ailleurs, interpréter le fait que l'abstention massive serait le signe que les salariés reviennent sur le terrain de la lutte des classes, c'est un peu court, le taux d'abstention révèle : 71% à Aubervilliers, cela signifierait 71% de révolutionnaires selon cet article. C'est surtout 71% de gens dépolitisés et isolés qui soit se repliés sur eux-mêmes, soit sur leur communauté.* »

Le phénomène des abstentions ouvrières et populaires n'est pas nouveau. Pris isolément, il peut être interprété de diverses manières. Une chose est sûre : il n'existe, a priori, aucune relation de cause à effet entre « dépolitisation » « repli sur soi » et abstention.

« Dépolitisés » ? « Repliés sur soi » ?

« Dépolitisation » et « repli sur soi » sont, au demeurant, des formules psychologues fourre-tout. En quoi les travailleurs étaient-ils « plus politisés » lorsqu'ils votaient en masse pour le PCF et le PS et, moins « repliés sur soi » ?

Faut-il rappeler que les élections sont un terrain très déformé de la lutte des classes et donnent une expression non moins déformée de l'état d'esprit des masses, d'une part et du rapport des forces entre les classes sociales ?

Sur ce terrain « miné », les abstentions portent en elles une indication : les masses « politisées » ou non, comprennent ou sentent que le PS et le PCF-FG ne les représentent pas, qu'elles ne peuvent les charger de leurs aspirations les plus immédiates.

L'abstention est le phénomène qui provoque la défaite de tous les gouverne-

ments appliquant la politique du Capital financier dictée par l'Union européenne dans toutes les élections « intermédiaires » et ainsi, les isolent, eux, et leurs soutiens. Et, ce, sans que cela renforce les « adversaires » institutionnels qui militent pour les mêmes « réformes » et la même « rigueur budgétaire ». Ainsi même, les abstentions jouent un rôle moteur dans la chute libre du régime agonisant.

Grève massive du vote

Avons-nous écrit que les salariés, chômeurs et jeunes abstentionnistes étaient pour autant des « révolutionnaires » ? Bien entendu, jamais nous n'avons écrit semblable bêtise. Ils font une grève du vote, que chaque abstentionniste pris en particulier ou non en ait conscience. De même qu'un ouvrier participant à l'occupation de son usine ou de son dépôt n'a pas forcément conscience de s'attaquer au principe de l'inviolabilité de la propriété privée des moyens de production. Mais, le fait est : quelle que soit la conscience d'un gréviste, « toute grève porte en elle les germes de la guerre civile » pour reprendre une analyse de notre aîné Trotsky.

Et les travailleurs s'abstiennent spontanément, à partir de leur expérience, sans aucun « ordre d'en haut ».

4,9 millions de non inscrits !

Lénine dirait : « *ils sont cent fois plus à gauche que nous* ». Notre conscience retarde sur leur vie. Ajoutons, en annexe, que : « *Selon plusieurs études de l'Insee, en y ajoutant les personnes qui ignorent qu'elles sont inscrites sur les listes électorales, environ 4,9 millions de Français ne sont pas inscrits ou croient ne pas l'être (données 2004), chiffre qui varie entre 10 % et 13,3 % du corps électoral sur les neuf der-*

nières années. » [Abstention lors d'élections en France - Wikipedia]

Posons la question autrement : Et les salariés qui votent PS ou PCF-FG ? Seraient-ils moins « dépolitisés », plus « conscients » ou plus lucides ? Qu'ils votent avec leurs pieds ou avec l'illusion que le gouvernement actuel serait « un moindre mal » ne change rien à l'affaire. Aux élections locales, certains votent contre la promesse d'un logement, d'un emploi dans la Fonction publique territoriale ou une association, ou contre la promesse de subventions à tel « club ». PS et PCF misent sur la peur du FN, tout comme la droite autrefois tablait sur la peur des « chars russes » à Paris. Ou, sur l'idée que la droite, dans un département, « casserait tout »... Ce qu'ils « cassent » eux-mêmes. Dupes ou gogos, pourrait-on dire.

Le vote pour le PS-PCF-PG, un vote plus conscient ?

Non, le « vote pour les partis ouvriers » n'est plus ce qu'il était et ne manifeste en rien une haute conscience de classe. A moins de croire que PS-PCF-FG et leurs rogatons sont un point d'appui et non un frein au mouvement d'émancipation des masses. Si c'est le cas, mortelle illusion, non ?

De même que la grève générale pose objectivement la question du pouvoir, l'abstention en masse et en bloc de la grande majorité des salariés et de la population pauvre pose la question d'un authentique parti des travailleurs et de la grève générale pour en finir avec le gouvernement, ses « réformes » et sa politique, pour la rupture avec l'Union européenne, ses traités et ses directives.

En ce sens, cet abstentionnisme mérite plus qu'un éloge : un soutien sans faille.

Daniel Petri, avril 2015

Editorial

On vit une époque formidable

SOMMAIRE

	Pages
• Eloge des abstentions	2
• Editorial	3
• Chronique d'une chute de régime ..	4
• Laïcité : 110 ans après 1905	6
• Islamophobie et laïcité	7
• Séisme à la fédération CGT Santé . 8	
• Loi "sur le renseignement"	9
• Le FN en question	10
• NPA: Naufrage et double langage ..	11
• Grèce	12
• Yémen	14
• Cuba	15
• Venezuela	16
• Argentine	17
• Note de lecture	18
• Note de lecture (2)	19

C'est bien le moins qu'on puisse dire. Voilà donc en effet que le député UMP Eric Ciotti proclame qu'il veut une « laïcité intransigeante » Diable ! S'agit-il pour lui d'exiger le respect absolu de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat et par conséquent de s'opposer au versement de ces millions d'euros qui sont donnés régulièrement par l'Etat et les collectivités territoriales aux écoles privées confessionnelles, à 90% catholiques comme chacun sait ? Bien sûr que non. Il préfère s'en prendre à une jeune fille de 15 ans accusée et sanctionnée par son collègue improprement appelé Léo Lagrange (député SFIO et Président du Comité laïque des auberges de jeunesse en 1936, de quoi se retourner dans sa tombe) accusée de prosélytisme du fait de la longueur excessive de sa jupe ! Déclaration qui a rencontré aussitôt l'accord sans faille de... Najat Vallaud-Belkacem, ministre PS de l'Education nationale.

La troisième guerre mondiale ?

Voilà aussi que son voisin, le député-maire de Nice, Christian Estrosi ose de viriles et fracassantes déclarations le 26 avril dernier, du genre selon lequel la France devait faire face à « des cinquièmes colonnes » islamistes et même que « la Troisième guerre mondiale » était déclarée à la « civilisation judéo-chrétienne par « l'islamofascisme » Rien que ça ! Et nous, on n'avait rien vu.

Sarkozy a immédiatement assuré Estrosi de son soutien. Et pour être bien clair, Estrosi explique : « Oui, pour faire échec au Front national, j'ai choisi de nommer les choses et je choisis la vérité » En clair, il faut prendre le FN à l'extrême-droite toute !

Le secrétaire national du PS, le défroqué, pardon, l'ex-trotskyiste Cambadélis pris de quelque leur déclaration, après toutes ces diatribes : « je suis très inquiet d'un axe néofrontiste Sarkozy-Ciotti-Estrosi » Certes, certes. Mais qui a l'exclusivité d'avoir, dans la dernière période, en France, déjà parle « d'islamofascisme », sinon, son copain et Premier ministre Valls ?

Et qui aurait inspiré idéologiquement Valls, sinon un certain George W. Bush

qui, pour lancer sa guerre en Irak avec les fausses preuves qu'il fabriqua alors, on s'en souvient, a lancé, le 29 août 2006 : « En Irak, les Etats-Unis sont en guerre contre le fascisme islamique. La guerre que nous livrons aujourd'hui est plus qu'un conflit militaire. C'est la lutte idéologique décisive du XXIe siècle. » Tiens, tiens, belle communauté d'esprit que tous ces énergumènes, armés de pied en cap pour les Croisades.

Alors Cambadélis devrait revoir sa copie et écrire plutôt qu'il existe bien un axe néofrontiste mais qu'il regroupe, au minimum, « Sarkozy-Ciotti-Estrosi-Vallaud-Belkacem-Valls-Bush »

Et au fait, pendant ce temps là, que font les « frontistes » ? Ils se déchirent car le FN a besoin de gagner en respectabilité, des fois qu'il soit appelé, du fait du vide politique abyssal de ce pays, à aller au charbon. Le père doit être « tué », non par besoin eudipié mais car il représente la veille garde crypto-pétainiste, fascisante et que la fille a bien compris que cette aile qui cohabite encore dans le FN doit être marginalisée, sinon disparaître car elle ne recoupe pas la base sociale populiste petite-bourgeoise qui cherche confusément à se cristalliser électoralement avec le FN.

Lutte de classes

Cet affrontement est profondément politique et correspond, pour le FN, à l'immense crise de tous les partis institutionnel de droite comme de gauche dans ce pays. Avec en toile de fond, la lutte de classes dont le profond mouvement abstentionniste ouvrier en est l'expression sur le terrain électoral. Une lutte de classes qui n'épargne aucun parti ni aucun homme ni aucune femme politique. Ironie de l'Histoire, le FN cherche ses galons de parti institutionnel garant des institutions de la Ve République, pendant que droite et gauche font de la surenchère pour lui ressembler. Le petit bonhomme herbeux de Cétélem en quelque sorte. Mais tout le monde ne peut pas faire du Cétélem... Une époque formidable en effet.

Pedro Carrasquedo
1er mai 2015

Nb : Vive la Commune de Paris !

ADIDO, BP82, 94003 Créteil.

(ADIDO, association loi 1901,
édite le mensuel La Commune)

courrier électronique :
lacommune@lacommune.org
<http://www.lacommune.org>

Chronique d'une chute de régime

Etat d'exception...

La France, c'est bien connu, est le pays de la liberté d'expression, terre d'asile et des droits de l'homme. Nous aimerions tant y croire. Le racisme est combattu avec vigueur par un Premier ministre qui, en ces temps de vaches maigres, alloue même un budget pour éradiquer cette hydre. Là encore, nous aimerions y croire. Qui sait, Amadou y croyait, peu ou prou. Jusqu'au soir de sa mort, au commissariat du X^{ème} arrondissement. Bavure ou conséquence du racisme ordinaire de l'Etat ?

Amadou, père de famille, venait de quitter le département sinistré de l'Aisne pour trouver du travail à Paris. Ce soir-là, peu avant le printemps, des policiers le surprennent en flagrant délit de tenir « des propos incohérents ». Ils n'hésitent pas une seconde : un homme noir tenant des propos incompréhensibles, en ces périodes troublées, est peut-être – sait-



Amadou Koumé

on jamais – un terroriste en puissance, sinon un « islamo-fasciste ». Allez donc savoir. Ces policiers tentent de le menotter. L'homme a le mauvais goût de se débattre. Ils pratiquent donc – est-ce indiqué dans leur manuel d'interpellation ? – une « manœuvre d'étrangement ».

La mort d'Amadou, père de famille

Nous connaissons la suite tragique de cette arrestation totalement et exclusivement arbitraire : Amadou meurt. « Plus d'un mois après son décès, sa famille n'en connaît toujours pas les causes » lit-on dans l'Express [publié le 20-04-2015]. Au reste, nous ne savons pas s'il avait réellement tenu des propos incohérents, s'il a réellement cherché à se débattre. Arrivé au commissariat à 0h25, il décède officiellement à

2h30. Une enquête est ouverte, des policiers sont suspectés de « violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Dans l'attente, à la différence de bien des prévenus, ils conservent l'anonymat. Le ministre de l'Intérieur, fort disert sur les faits divers et le Premier ministre tenant le rôle occasionnel d'antiraciste de salon, n'ont aucune déclaration à faire sur ce drame qui a coûté la vie à un jeune père de famille au chômage. Ceux qui se targuent de représenter le mouvement ouvrier organisé n'élèvent aucune protestation.

La toile de fond de ce drame est pourtant visible à l'œil nu : généralisation des contrôles au faciès, islamophobie galopante (qui se drapent sous les plis de la volonté gouvernementale de susciter « un islam de France » - un islam catholicisé en quelque sorte, un islam dépouillé à l'extrême, tenu en laisse, dans un carcan tricolore). Cette atmosphère délétère et âcre est distillée depuis le gouvernement, depuis Valls en particulier. Tandis que les directions syndicales et le Front de gauche font davantage que « modérer le conflit de classe ». Ils s'acharnent à l'empêcher.

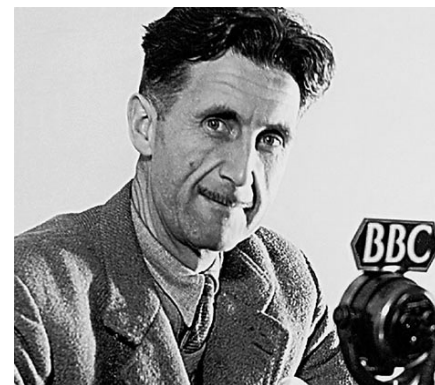
« Désespérance sociale » ? Où ça ?

Seule une extrême-gauche patentée ne voit dans le climat social et au fond des urnes rien d'autre que de la « désespérance sociale » (formule en vogue dans ce conglomérat de cliques qu'est le NPA). Une façon comme une autre de se mettre au diapason des appareils bureaucratiques qui encadrent le mouvement ouvrier, lesquels se couvrent de leurs capitulations permanentes en répétant sans cesse « les gens ne veulent pas se bouger ». Pendant que ces gens-là palabrent en dénigrant les masses, le gouvernement prend mesures après mesures préparatoires à la répression des « mouve-

ments de contestation sociale ». Tel est le véritable objectif que poursuit le projet de loi renseignement. Tous surveillés ! Tel est le fin mot de cette loi qui sera soumise au vote des députés le 5 mai prochain. Comme disait André Breton : « l'imaginaire est ce qui tend vers le réel ». Le système de surveillance généralisé, individuel et collectif, imaginé en 1948 par Georges Orwell dans son célèbre livre 1984, tend donc à se réaliser. Bien entendu, comme toujours en matière de Droit, « le fait précède la loi ». Cette surveillance s'opère mais, dans l'ombre, honteusement, « au-dessus des lois ». La loi, si elle devait être votée et promulguée, sanctionnera le fait accompli et libérera tous les freins à cette dérive totalitaire.

L'univers de 1984 d'Orwell

Là encore, le mouvement ouvrier est tenu à la réserve, sinon au silence, par ses dirigeants chargés d'orchestrer la « paix sociale ». Le Front de gauche fait part de son « inquiétude » face à ce projet de loi. Pour un peu, il s'en excuserait ! La protestation démocratique vient du syndicat des avocats de France, du syndicat de la Magistrature,



George Orwell (1903-1950)

de la Ligue des droits de l'homme. Face à cette fronde naissante, Valls, bien que battu à plate couture aux der-

Chronique d'une chute de régime



Manuel Valls

nières élections dites « départementales », se targue d'exprimer au travers de cette loi le vœu de la majorité des Français. Comme tous les bonapartistes au petit pied, il vend de la « Sécurité ». En outre, l'UMP défend le projet de loi de Valls comme si c'était le sien ! Comme si les adversaires de son projet inique, digne du pire Etat d'exception, étaient pour « l'insécurité », pour le « laisser-faire » en matière d'attentats ignobles. Foutaises ! Tout démocrate sérieux sait qu'il ne saurait y avoir de sécurité sans liberté, que la pire des insécurités est celle que génère un appareil d'Etat de plus en plus totalitaire, un Etat dont les lois de « surveillance » fondent une police politique de fait. L'atteinte à la vie privée prépare toujours la violation des libertés publiques. Elles sont d'ailleurs déjà gravement malmenées : les contrôles au faciès, les arrestations arbitraires entravent la liberté de circulation...

L'autoritarisme d'un Régime aux abois

Cet autoritarisme est l'expression d'un Régime aux abois qui ne peut plus « modérer le conflit de classe » parce que sa base sociale dans la population se dérobe sous ses pieds. Le gouvernement sait pertinemment qu'il doit sa déroute électorale de mars dernier non à la coalition de fortune UMP-UDI-Modem et à la dite « montée du FN », mais à la grande masse des abstentionnistes ouvriers et populaires, dont une grande partie avait voté Hollande, avec le double espoir que Sarkozy soit chassé du pouvoir et que Hollande soit « un moindre mal ». C'est bien là que le bât blesse : le gouvernement a été rejeté par ce que les politologues appellent « l'électorat de gauche » et, tout natu-

rellement, il a emporté dans sa débâcle, le Front de Gauche. Quant à la dite « extrême gauche », elle semble avoir sombré dans sa propre désespérance (qui procure il est vrai le confort intellectuel, fait de toutes les apparences et de tous les faux semblants). A tout le moins, le NPA a encore brillé par son inconstance : après avoir annoncé au lendemain d'un congrès très compliqué (février 2015) : plus jamais, d'alliance avec le Front de gauche aux élections), il s'est glissé dans plusieurs binômes avec le Front de gauche et EELV. Le NPA : un parti qui ne fait pas ce qu'il dit. Le NPA : un parti de bobos et de gogos, comme nous l'avions senti avant sa création, en espérant nous tromper. Les gogos sont partis, (7000 en cinq ans !) restent les bobos...

Lutte de classes sur toile de fond abstentionniste

Laissons à ceux-là le soin de fragmenter la longue suite des événements depuis deux ans : sur fond d'abstentions massives à chaque échéance électorale, mouvement des bonnets rouges le chômage et l'écotaxe, grève généralisée et prolongée des cheminots, grève



Radio France en grève

des pilotes d'Air France, grève des médecins et professions de santé, grève historique totale de 27 jours à Radio-France (avec en fin de grève, une AG massive désavouant les appels ouverts ou implicites à la reprise des responsables syndicaux, de toutes nuances).

Reste à tous les tenants de l'ordre établi, du FN jusqu'à la « gauche » à agiter le spectre des « migrants » cherchant à affluer, au péril de leur vie et de centaines de mort, en masse en France qui ne « peut pas » les « accueillir », n'est-ce pas Monsieur Rocard ?

Tisser le linceul du vieux monde

Ces tentatives de « migration » sont décrites, à volonté, comme des invasions. Qu'elles soient la rançon des guerres et des dictatures fomentées par l'impérialisme mondial, et singulièrement, l'impérialisme français, importe peu aux défenseurs de tous bords de l'impérialisme français. Quant aux chiffres, ils sont désarmants : les mêmes qui jouaient les va-t'en guerre virtuels contre Bachar El Hassad ont proposé d'« accueillir » en tout et pour tout 1000 syriens. Ainsi, dans son dernier rapport annuel, Amnesty international rappelle que « parallèlement à ce programme d'accueil, la France a choqué en interpellant 85 Syriens à leur arrivée à la gare de Lyon le 27 mars 2014. Ils n'ont pas eu la possibilité de demander l'asile et se sont vu notifier une obligation de quitter le territoire français dans un délai d'un mois. » [20 minutes. 25-02-2015]

Bien entendu, ceux qui, comme nous, se placent du côté des migrants, et en toute circonstance, du côté des opprimés passeront pour des « compassionnels ». A la vérité, nous sommes engagés dans un combat contre la barbarie impérialiste, dont les crimes horribles de Daesh ou d'El Hassad, sont partie intégrante, comme tant d'autres.

Plus que jamais, nous faisons nôtre le chant des Canuts de Lyon, insurgés en 1831-1834 : « Nous tisserons le linceul du vieux monde, Car on entend déjà la révolte qui gronde » (Aristide Bruant ».1894)

Daniel Petri, avril 2015

Laïcité : Loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat

Cent-dix ans...

Pas un jour ne se passe sans que les gouvernements successifs n'aient de cesse de s'en prendre à la loi de 1905. On nous parle de « laïcité » ouverte », « modernisée »... Les deniers publics ne cessent d'alimenter les écoles confessionnelles et les lieux de cultes. En 2006, une ordonnance du gouvernement Fillon autorisait la mise à disposition de terrains destinés à des bâtiments dédiés au culte dans le cadre de baux de longue durée. Ordonnance toujours en application bien sûr...

On trouvera ci-dessous l'éditorial de Jean-Paul Cros, de l'Association des Cercles de Défense Laïque qui revient sur cette question d'une brûlante actualité.

Après avoir déclaré dans sa conférence de presse du 5 février 2015 : « Il n'est pas question de modifier la loi de 1905 », soulagement du côté des laïques, le Président de la République, dans un entretien accordé au quotidien le Parisien du 4 mars 2015, répond à une question du journaliste : « *La République française reconnaît tous les cultes* », consternation chez les laïques. Président de la République, sorti de l'ENA promotion Voltaire, il dit exactement le contraire de ce que la loi de 1905 stipule dans son article 2 : « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* »

En un mois, retournement de veste, rien d'étonnant si l'on a en mémoire sa proposition du temps où il était candidat : « *Je proposerai d'inscrire les principes fondamentaux de la loi de 1905 sur la laïcité dans la Constitution en insérant à l'article 1er un deuxième alinéa ainsi rédigé : « La République assure la liberté de conscience, garantit le libre exercice des cultes et respecte la séparation des Eglises et de l'Etat, conformément au titre premier de la loi de 1905 (Jusque là très bien, mais ...), sous réserve des règles particulières applicables en Alsace et Moselle. (Patastras) »* Dans le même entretien au Parisien, il va plus loin en déclarant : « Il faut un enseignement des religions à l'école », sous-entendu à l'école publique laïque car les autres sont déjà servies avec leurs personnels qualifiés pour ce faire : curés, imams et rabbins.

Le Premier ministre parle de formation des imams par l'Etat et leur gouvernement propose que ce soit l'université qui s'en charge et délivre des diplômes



religieux. Il s'agit là d'une violation flagrante de la loi de 1905. L'Etat n'a pas à s'immiscer dans les affaires de formation des prêtres, pas plus que dans celles d'argent ou de dogme et ressusciter sur le territoire de la République les guerres de religions.

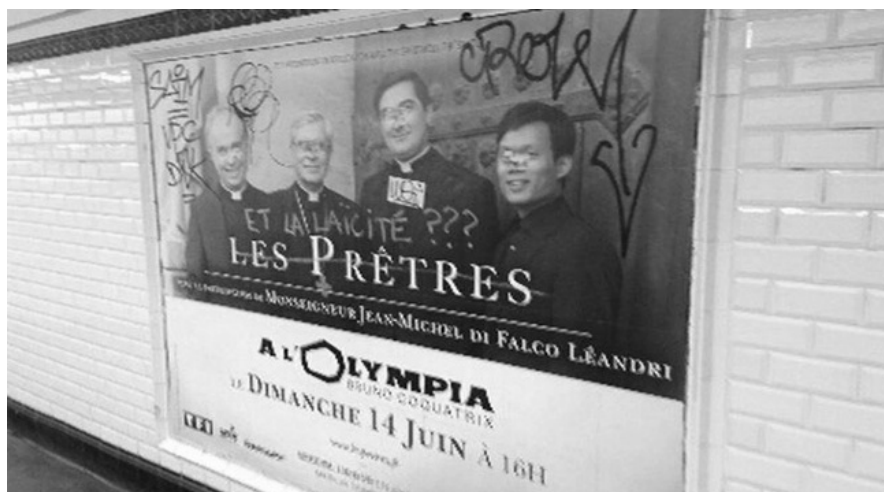
Mais, nous dit-on, du côté des partisans du choc des civilisations, du côté de ceux qui lèvent les bras au ciel (!) quand nous réclamons l'abrogation de la loi Debré, en fait ce sont les mêmes, «en 1905 l'islam n'existait pas sur le territoire de la République française».

Erreur grossière, erreur intéressée, au beau temps des colonies, trois départements français existaient de l'autre côté de la Méditerranée avec une population de 10 millions de musulmans et les nationalistes algériens demandaient, sans succès, l'application de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat.

Tout est bon pour maintenir le statut concordataire d'Alsace-Moselle, pour continuer le financement de l'enseignement privé par les deniers publics et détruire ce qui est l'obstacle fondamental au communautarisme, à la réintroduction du religieux dans la sphère publique : la loi du 9 décembre 1905.

L'ACDL ne cessera pour sa part de réclamer son application sur tout le territoire de la République et d'exiger en son 110^e anniversaire l'abrogation de la loi Debré du 31 décembre 1959

Jean-Paul Cros



La RATP sommée de faire de la publicité pro-chrétienne

Islamophobie et laïcité

Hollande-Valls : offensive contre la loi de 1905

Suite aux attentats de janvier 2015 et au climat anti-musulmans entretenu par les gouvernements successifs, le nombre d'actes et de violences islamophobes a explosé. L'Observatoire national contre l'islamophobie, sur la base des plaintes et mains-courantes remontées au ministère de l'Intérieur, en a recensé 222 entre janvier et mars 2015, soit 6 fois plus que pendant la même période l'an dernier. Etat des lieux d'une offensive islamophobe au non de la laïcité.

Alors que Manuel Valls justifie sa loi liberticide (loi sur la sécurité intérieure) en invoquant la « lutte anti-terroriste djihadiste », l'UMP, le PS et ses satellites du PCF et du PG, sont au diapason pour expliquer que l'un des problèmes de la France serait la laïcité et les limites de la loi du 9 décembre 1905, loi sur la « séparation des Eglises et de l'Etat ».

S'agirait-il pour eux de vouloir mettre un terme à la présence des aumôneries dans les prisons, les armées, les hôpitaux et les établissements scolaires comprenant un internat ? Ou d'abroger le Concordat d'Alsace-Moselle signé par Napoléon 1er en 1801 ? Ou de stopper le financement de l'enseignement privé confessionnel (catholique à 95 %) à hauteur de 8,5 milliards d'euros (budget 2015) ? Non. Il s'agit pour eux de réviser la loi de 1905 de manière très spécifique et ciblée : contre les musulmans et, particulièrement l'immigration maghrébine.

Le député UMP Ciotti, à droite du FN !

Le 13 février 2015, le député UMP et fondateur du courant la « Droite forte », Eric Ciotti, le même qui avait fait interdire aux mamans voilées d'accompagner les enfants pendant les sorties scolaires, déposait à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à interdire le port du « voile islamique » à l'Université.

Dernièrement,, dans un entretien à BFM le 30 avril, le même Eric Ciotti a encore sévi en se prononçant pour l'interdiction des jupes longues à l'école en déclarant : « je suis partisan d'une laïcité intransigeante » Il voit en effet, cet homme, un signe religieux musulman ostentatoire dans la longueur des jupes. Même le FN n'a pas avancé une idée aussi réactionnaire et obscu-

rantiste. Les Le Pen père et fille dépassés à droite !

Le 17 mars, au 20h de TF1, Sarkozy soutenait l'interdiction du voile à l'université pour la « cohérence d'un système où on interdirait le voile à l'école, au collège, au lycée et où on l'autoriserait à l'université ». Sarkozy soutenait également la décision du maire UMP de Chalon-sur-Saône, de ne plus servir aux enfants « un menu de substitution dès lors qu'un plat contenant du porc était servi dans les cantines ».

Fillon fait l'apologie du Concordat d'Alsace-Moselle

Quant à François Fillon, il déclare que : « la loi de 1905 n'est pas une relique dans un musée ». « Si on veut pleinement réussir l'intégration de la religion musulmane dans la République, il ne faut rien s'interdire ». Le coup est toujours double : stigmatisation des musulmans (coupable de refuser leur intégration dans la République) et poursuite du travail de sappe de la loi de 1905.

Et Hollande veut l'enseignement des religions à l'école

Dans le cadre de l'entreprise de liquidation de la loi de 1905 au nom de la défense de la laïcité, François Hollande a déclaré le 4 mars qu' « il faut un enseignement des religions à l'école (...) un enseignement laïc. ». Comment un enseignement des religions peut-il être laïc ? Il ne peut être que religieux !

Le message est reçu et partagé. Alain Juppé en déplacement en Alsace déclare : « la laïcité ne doit plus être l'ignorance du fait religieux. C'est l'ignorance qui engendre la peur et la peur qui entraîne la violence ».

Jamais la loi de 1905 n'a « ignoré le fait religieux », elle ne reconnaît aucun culte ce qui est totalement différent. Et Juppé de préciser : « Ce qui m'a frappé ici, c'est la relation apaisée entre les religions. Je voulais mieux comprendre le Concordat ». Et peut-être en demander la généralisation à tout l'hexagone ?

Diviser les travailleurs entre eux pour écraser le coût du travail

Mais au fond, leurs débats sur la laïcité, c'est une manière de continuer à faire pression sur la partie immigrée des travailleurs, même lorsqu'elle est devenue française. C'est une façon de lui indiquer : « Vous ne serez jamais comme nous ; vous êtes différents et vous le resterez ; courbez l'échine, travaillez à nos conditions, c'est-à-dire les pires ». Ainsi, cette attitude de la droite et de la gauche n'est pas que morale, loin de là. Elle obéit aussi à des impératifs économiques qui consistent à faire pression sur le coût du travail par tous les moyens, y compris les plus inavouables, à maintenir en permanence la concurrence de la main-d'œuvre pour gagner en flexibilité et précarité. Voilà bien les raisons de leurs attaques islamophobes, doublées d'une haine de la classe ouvrière et de sa partie immigrée. Les dirigeants qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique ainsi que certains de la prétendue « extrême-gauche » type NPA qui ont hurlé avec les loups contre les jeunes filles voilées ne valent pas mieux par leurs silences ou leur approbation silencieuse.

Isabelle Foucher
30 avril 2015

Crise à la CGT

Séisme à la fédération CGT Santé*

* 2^e fédération en nombre d'adhérents

La direction de la fédération Santé et sa secrétaire Nathalie Gamiochipi désavouées et éjectées au 11e Congrès fédéral de la CGT Santé organisé à Reims du 23 au 27 mars 2015.

L'histoire commence au CCN (Comité Confédéral National) le 13 janvier 2015 qui devait élire Philippe Martinez à la tête de la CGT. Mandatée pour voter contre Martinez (son compagnon à la ville), N. Gamiochipi a, contrairement au mandat de sa fédération, voté pour lui.

Le 16 janvier, 25 membres de la CEF (Commission Exécutive Fédérale), indignés, ont vécu l'événement comme le « déni de démocratie » de trop : « *La démocratie syndicale s'arrête aux portes de notre fédération, nos dirigeants sont plus préoccupés par leur devenir que par l'avenir des salariés* », « *il faut que la fédération n'oublie pas que sans nous elle n'est rien* ».

Le Congrès règle ses comptes avec l'appareil

Dès le début du Congrès le 23 mars, le ton est donné, 56,5% des délégués rejettent le rapport d'activité et le rapport financier. Au moment du vote du CEF, la présentation d'une liste bloquée avive la contestation. Sur les 400 délégués présents – dont beaucoup participaient pour la première fois - une centaine envahit la tribune, exige la parole et proteste contre les méthodes utilisées.

L'appareil essaiera tout : micros coupés, intervention d'un service d'ordre venu d'une autre fédération, et pourtant rien ne pourra empêcher les délégués de s'exprimer et de décider.

Le 24 mars lors d'un point presse, N. Gamiochipi se présente quand même comme la seule candidate à sa succession. Mais les choses ne vont pas se dérouler comme prévu pour l'ancienne chef de la CGT Santé.

L'appareil pactise avec le POI !

Le 25 mars, une journaliste des Échos, bien informée, écrit :

« *Une ultime manœuvre pour contrer la montée de son opposition interne... N. Gamiochipi aurait pour cela conclu un accord avec les trotskystes du Parti ouvrier indépendant (POI) à qui elle aurait promis des postes dans son équipe rapprochée. On cite le nom de Marc Auray comme possible entrant au bureau fé-*

déral... Elle serait donc prête à prendre ce risque, pour conserver le pouvoir.

N. Gamiochipi n'a pas été réélue au poste de secrétaire générale ni à la CEF. L'ensemble du bureau fédéral sortant, à l'exception du trésorier, a été viré.

Sur la liste initiale proposée pour le bureau, « *14 personnes ont été éliminées et 8 rajoutées : une procédure pas habituelle à la CGT où on essaie en général d'obtenir un consensus avant le vote* », a précisé C. Prudhomme urgentiste au SAMU 93, proche de N. Gamiochipi.

Vieille recette stalinienne, la dernière manœuvre a fait long feu. Alors que les débats montraient une forte contestation de la politique du gouvernement, certains anciens de la direction CGT Santé ont accusé les contestataires d'être sur la même ligne que la CFDT.

Les Échos du 30 mars voient juste :

« *Il est clair que le basculement de la fédération de la Santé va modifier les rapports de force dans la centrale...* »

De son côté, le CCN, qui ne compte pas reconnaître le sévère camouflet envers Martinez, s'est fendu d'une déclaration polie : « *La direction sortante a été désavouée sur la forme plus que sur le fond et un certain nombre de membres du bureau sortant n'ont pas été réélus, un signe fort de la part du Congrès qui a incité Mme Gamiochipi à retirer sa candidature.* ».

Les délégués ont imposé la démocratie

Le site de la CGT Santé donne un éclairage sur son orientation d'après Congrès :

« *De nombreuses mobilisations ... n'ont pas réussi encore à trouver les voies d'un mouvement d'ensemble malgré les tentatives de coordination unitaire, comme en témoigne l'émergence de la "Convergence contre l'austérité" il y a 1 an et l'activité de collectifs comme la coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité. L'orientation*

suivie par la fédération, très peu unitaire, refusant les cadres de travail unitaire comme le collectif "Notre Santé en danger", son inertie et son refus de coordonner les luttes étaient déjà mal vécues par de nombreuses équipes et syndicats départementaux.

Le texte d'orientation le confirme :

« *impulser une meilleure coordination de notre activité dans toute la CGT, une orientation lutte de classes, coordonner, soutenir les luttes et préparer les mobilisations d'ampleur nécessaires contre le patronat et le gouvernement, qui n'ont jamais été aussi offensifs contre les salariés.* ».

Et veulent un syndicat lutte de classes

Ce Congrès montre à quel point les militants sont révoltés et prêts à se battre pour que la CGT joue son rôle de syndicat qui défend les salariés contre les patrons, les banquiers et le gouvernement Hollande-Valls-Macron totalement à leurs bottes.

Les militants syndicaux, les syndiqués, les salariés, que l'on retrouve parmi les abstentionnistes ou ceux qui votent blanc, ne sont pas résignés. Ceux-là cherchent seulement la voie et les moyens de se défendre contre les attaques, de se regrouper pour arrêter les journées d'action sans lendemain comme celle du 9 avril dernier.

Comme nous l'écrivions dans notre tract de la Commune :

Pour le retrait de la loi Macron, pour nos revendications, pour faire céder gouvernement et patronat, n'est-il pas temps, dirigeants syndicaux, d'appeler au : Tous ensembles, public-privé, à la grève générale dans l'unité des travailleurs et de leurs organisations ?

Y-a-t-il une autre voie pour ne pas être piétinés les uns après les autres ?

Remi Duteil, le 23 avril 2015

Loi sur le renseignement et « islamofascisme »

La terreur au nom de la lutte antiterroriste

Le 16 février 2015, Manuel Valls donne une conférence dont il a le secret. Le voilà qui évoque « l'islamofascisme » sachant très bien la nature des réactions que cela va entraîner. Le terme est aussi employé parfois dans la mouvance identitaire et dans les milieux prétendus ultra laïcs issus d'une certaine gauche (Riposte laïque) et devenus totalement réactionnaires.

Ce concept apparaît dans les années 90 sous la plume de l'historien Malise Ruthven. Analyse.

Toutefois c'est le journaliste Christopher Hitchens, passé de la gauche au néoconservatisme, qui popularise l'expression.

Après avoir soutenu la guerre en Irak, il établit une liste de parallèles supposés entre le fascisme et l'islamisme radical, plus ou moins spécieux afin d'installer



Christopher Hitchens

un concept renvoyant à l'histoire récente du monde. Il s'agit en la matière en clair d'écraser la complexité de la situation pour mieux construire un ennemi absolu dans une perspective historique longue. Valls sait que dans la période, l'urgence face au terrorisme est de marquer par les mots la population.

Le choix des mots

Avant toute chose, le slogan a pour effet de renforcer le sentiment islamophobe qui plane sur le pays. Depuis janvier 2015, les attentats et agressions contre la communauté musulmane se sont multipliés dans la quasi indifférence. Au nom de la laïcité le débat- sur le voile revient. Après avoir jeté les jeunes filles musulmanes dans les bras des écoles musulmanes, il serait maintenant de bon ton d'interdire le voile dans les universités (nous avons assisté au mouvement inverse dans les facs tunisiennes, cherchez l'erreur).

La jeunesse a été de tout temps un danger pour la société capitaliste, commençons donc à prendre les mesures qui

s'imposent pour contrôler, museler les futurs terroristes. Depuis le 9 février, dans le cadre des « Assises de l'école et de ses partenaires pour les valeurs de la République », mille professeurs « formateurs » vont ingurgiter les consignes du ministère pour mieux les diffuser à leurs 300 000 collègues qui eux-même devront les faire avaler aux élèves dans le cadre de l'enseignement moral et civique.

Faire de chaque enseignant un indic

Les enseignants sont invités à devenir des délateurs vis-à-vis des élèves qu'ils pourraient soupçonner de « djihadisme ». Ainsi un « livret opérationnel de prévention et de lutte contre les phénomènes de radicalisation » a été publié. Une liste, sur les comportements alimentaires, le repli sur soi, le refus de l'autorité, les absences, ...Ce type de comportements que nombre d'adolescents traversent va pouvoir amener le corps enseignant à signaler au Procureur de la République n'importe quel jeune !

Loi sur le renseignement, : une loi liberticide...

Manuel Valls est, fait assez rare, venu défendre son texte devant l'Assemblée nationale où vingt ou trente députés maximum étaient présents. Et pourtant le texte est un danger majeur pour l'ensemble de la population. Censée lutter contre le terrorisme, cette loi va s'attaquer à une bonne partie de nos libertés. A partir d'une simple suspicion, les données téléphoniques et informatiques pourront être conservées. La loi permettra d'élargir le cadre du renseignement afin de « prévenir des violences collectives de nature à

porter gravement atteinte à la paix publique ». Manifestations, grèves, occupations d'usine sont dans le collimateur. Une loi d'exception visant internet est dans les cartons. La possibilité de géolocaliser n'importe quand et n'importe qui en capturant images et sons dans les domiciles ou voitures va devenir légale alors qu'elle relevait de pratiques occultes avant. La commission des lois du Parlement a renforcé la loi en incluant la mise sous surveillance des mouvements sociaux, la possibilité de l'espionnage économique et la mise en place de collectes massives de données.

...contre la population ouvrière

Le vote final de la loi est prévu pour le 5 mai 2015. Dans l'hémicycle, les critiques restent bien modestes car dans le fond le parti dit socialiste met en place une loi ultra sécuritaire qui n'est pas pour déplaire à la réaction. Cette loi concentre des pouvoirs exorbitants sur l'exécutif, bâillonne le judiciaire dans sa mission de garant des libertés, signe une remise en cause d'un État de droit.

Cette loi liberticide met en danger tous nos acquis dans les luttes. Nous devons combattre ce texte aujourd'hui et peut-être demain si elle est adoptée car avant tout elle vise les travailleurs en lutte contre le capitalisme et ses représentants.

**Francis Charpentier
26 avril 2015**



Le FN en question

Crise au Front national ? Mon œil...

Le 25 mars 2015, devant le Parlement européen, Jean-Marie Le Pen, tortionnaire et assassin du peuple Algérien, réaffirmait que les chambres à gaz nazies n'étaient qu'un « détail » de la deuxième guerre mondiale. En avril 2015, dans les pages du torchon fasciste Rivarol, il reprenait son affirmation du « détail » et poursuivait en déclarant « jamais je n'ai considéré le maréchal Pétain comme un traître ». Une provocation de plus d'un vieillard incontrôlable ?

Ce n'est pas la première fois que le nostalgique de l'Algérie Française et des guerres coloniales, exprime sa haine et sa négation du génocide nazi. En septembre 1987, il reprend les mêmes affirmations sur les chambres à gaz. Il sera condamné à une amende de 189 200 euros. En septembre 1988, le jeu de mots Durafour-crématoire lui vaudra une amende de 1524 euros.

Le 30 août 1996, il théorise sur l'inégalité des races. Le 5 décembre 1997, à Munich, en présence de l'ancien Waffen SS allemand Franz Schönhuber, il revient sur les chambres à gaz, « détail » de la deuxième guerre mondiale qu'il reprendra en août 2008. Devant un parterre de racistes, il s'en prend aux Roms qui traînent « une certaine odeur ». La haine raciale est sa tasse de thé, l'homophobie, l'antisémitisme, islamophobie sont ses leitmotifs.

Panique dans la famille.

Les dernières déclarations de Le Pen amènent son « adorable fille » à monter au créneau. Si on la croit, son père met



Le Pen, fille et père.

en danger le Front National qui est dans une logique de dédramatisation. Ces deux déclarations sont de trop, les ten-

sions au sein de la direction du FN se ravivent. S'ensuit ce qu'une partie de la presse présentera comme une tragédie (alors que l'on assiste à une mauvaise pièce de boulevard), les menaces de Marine Le Pen contre son père. Sa place de vice-président du FN est en jeu, sa candidature en PACA aux élections régionales est remise en question. Bref le torchon brûle entre la ligne de ceux qui veulent présenter le FN comme un parti démocratiques et une ligne marquée par l'histoire du parti et les valeurs à défendre, représentée par le père.

Alors, un vrai changement ?

Le discours général du FN n'a guère changé. Les mêmes leitmotifs se répètent : l'immigration, source de la perte de la culture française, source d'insécurité, source de terrorisme (en cela bien aidé par « l'islam » à la DAECH, frère de combat lui aussi, manifestation de la décomposition impérialiste) source de chômage alors que la priorité de l'emploi devrait être réservée aux français (cherchez les bons). Le repli nationaliste qui implique le retrait de l'Europe, non au nom de ce qu'elle est l'instrument du capital mais tout bonnement parce que quand on est français ce doit être des français qui décident pour vous. Les villes gérées par le FN et leurs amis sont la vitrine de ce que ce type de politique peut amener. Abandon des quartiers défavorisés, attaques contre la culture, la police municipale organisée en milice.

Certes, les déclarations intempestives du père gênent le FN et sa fille qui s'en passerait bien.

Eux qui cherchent une apparence de respectabilité aimeraient bien que le vieillard encore bien vert se taise. Mais,

malgré les dires de Marine Le Pen, le FN reste un parti xénophobe, homophobe. Il ne fait pas bon dévier du droit chemin, Maxime Buttey, converti à l'islam, est démis de toutes ses fonctions dans le FN. Buttey, lui-même dénonce une mesure en rapport avec son choix religieux.



Maxime Buttey

Marine Le Pen avec les néo-nazis d'Aube dorée

Et puis, on a les amis qu'on peut. Marine Le Pen interviendra en direct, lors du meeting organisé par la Ligue du Nord à Rome. Sur écran géant, elle interpelle la foule : « N'ayant pu me joindre à vous, je tenais à vous saluer chaleureusement, et à vous adresser ce message de soutien, alors que vous êtes massivement mobilisés dans les rues de Rome aujourd'hui afin de protester contre les politiques mortifères menées dans toute l'Europe ». Elle conclut son discours sur les dangers de l'immigration massive et son influence supposée sur le terrorisme. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'à cette manifestation participaient les leaders d'Aube Dorée, de Pédiga ou encore Casapound, soit une combinaison de partis néo-nazis, d'anti-islam et néofascistes.

Comme nous le voyons, au FN il y a ceux qui disent et ceux qui n'en pensent pas moins. Plus que jamais nous devons combattre le FN, pour dénoncer son caractère réactionnaire et son soutien, malgré ses discours, au capitalisme.

Francis Charpentier, 25 avril 2015

NPA : un parti qui ne dit pas ce qu'il fait et ne fait pas ce qu'il dit

Naufrage et double langage

Au troisième congrès du NPA, le 30 janvier 2015, la direction élue, du moins celle qui en tient lieu vu qu'aucune des factions et cliques qui composent ce parti où la nuit, tous les chats sont gris, ne peut prétendre à la majorité, cette direction déclare : « vous allez voir ce que vous allez voir, finies les alliances électorales avec le Front de gauche » On va aller aux élections en toute indépendance, finies les compromissions précédentes, notre programme, rien que notre programme. Diantre. Quelle fermeté. Ah oui ? Voyons voir.

Nous nous contenterons de citer la dépêche de l'AFP, jamais démentie par les intéressés :

« Le NPA «tourne la page» du Front de gauche pour les élections »

Le nouveau parti anticapitaliste (NPA) a décidé dimanche à l'issue de son 3e congrès de «tourner la page des discussions avec le Front de gauche pour les élections» à venir. La nouvelle majorité du NPA a décidé de «tourner la page des discussions avec les composantes du Front de gauche pour les élections», a expliqué à l'AFP Gaël Quirante, porte-parole d'une des plateformes représentées lors du Congrès. Si le NPA se retrouvera encore dans les manifestations, dans les «lutes», avec le Front de gauche, plus question de discuter avec lui des questions électorales. «Pour les élections (départementales et régionales) de 2015 et de 2017 (présidentielle), le NPA ne sera pas avec le Front de gauche», a affirmé à l'AFP Ludovic Wolfgang, porte-parole d'une plateforme de la majorité. «On ne discutera pas non plus avec eux sur l'éventualité ou pas de présenter un candidat».

De 9000 à 2000 adhérents

«On se prépare dès maintenant à présenter un candidat à la présidentielle de 2017», a assuré Gaël Quirante qui n'exclut pas «des discussions avec Lutte ouvrière». «On ne se félicite pas» de la rupture nette avec le Front de gauche, «c'est un très mauvais message pour le NPA donné à l'extérieur», a pour sa part réagit Sandra Demarcq, porte-parole de la plateforme 1, mise en minorité. Cette plateforme, signée par l'ancien candidat NPA à la présidentielle Olivier Besancenot, était moins catégorique



quant à la rupture avec le Front de gauche. Le NPA, créé en 2009 et qui comptait alors 9.000 adhérents, a vu il y a un an et demi plusieurs centaines d'adhérents et cadres rejoindre avec le courant Gauche unitaire, le Front de Gauche (FG). Aujourd'hui le NPA compte 2.100 adhérents. (...)

Pas avec le Front de gauche ?

«Pour les élections (départementales et régionales) de 2015 et de 2017 (présidentielle), le NPA ne sera pas avec le Front de gauche», a affirmé à l'AFP Ludovic Wolfgang, porte-parole d'une plateforme de la majorité. Oh le menteur, Oh l'hypocrite...n'est pas Amadeus Mozart qui veut...

On sait ce qu'il en a été depuis.

On peut lire dans le journal du NPA Anticapitaliste n° 283 du 2 avril 2015 qu'il y a eu plusieurs listes communes avec le Front de gauche ou ses composantes.

Ainsi à Carhaix (29), à Bégard (22), dans le Jura (39) et bien sûr dans un des cantons de Brives (19100). Ça c'est pour ce que nous en savons...

Mais ce double langage permanent est intrinsèque à la nature de ce « parti », hétérogène, conglomérat de courants où se côtoie le pire comme le meilleur mais cimenté par un dénominateur commun : le suivisme et la capitulation permanente, dans les élections comme dans la lutte de classes avec le stalinisme et ses séides du Front de gauche.

Tache originelle

C'est la maladie génétique des dirigeants du NPA, toutes tendances confondues. Cette tache originelle est déjà dès la naissance du NPA en février 2009. A ce Congrès, il y avait officiellement 9123 cartes d'adhérents (source Wikipedia). A supposer que, par charité

chrétienne, nous retenions les chiffres officiels annoncés au troisième congrès de janvier 2015, soit 2000 adhérents, cela signifie une perte, un effondrement de 7123 adhérents. Pourquoi ? Comment ? Nous étions nous-mêmes membres fondateurs à ce congrès de 2009. L'immense majorité des délégués était composée de gens « normaux », c'est-à-dire qui croyaient dur comme fer à la construction d'un authentique parti anticapitaliste. Très rapidement, l'absence dans la lutte de classes, le suivisme électoraliste et l'obséquiosité face au Front de gauche, à Mélenchon et ses affidés ont eu raison de la patience de ces 7123 adhérents. Et de la nôtre.

Un parti de bobos abandonné par les gogos

Nous étions entrés à reculons et avons eu l'impudence de dire que le NPA serait le « parti des bobos et des gogos » (nous avons fait partie de cette dernière catégorie).

Force est de constater, et les faits nous donnent raison, qu'il n'y a plus dans ce parti, à quelque chose près bien sûr, que les bobos fascinés par Mélenchon, par tout ce qui brille mais qui n'est pas, loin s'en faut, d'or. Double langage, capitulation dans la lutte de classes (quel appel honteux à la journée d'action du 9 avril, présentée quasiment comme le départ de la grève générale !), une petite odeur nauséabonde ici et là d'islamophobie, une détestation des abstentionnistes, autrement dit de la grande majorité de la classe ouvrière ainsi accusée de faire le jeu du FN, restons-en là d'une liste interminable qui définit ce parti comme tout ce qu'on voudra sauf un parti anticapitaliste. De profonds.

Pedro Carrasquedo
30 avril 2015

La Grèce, trois mois après les élections :

La Troïka toujours aux commandes

Sans rupture avec l'Union européenne et ses institutions, sans l'exigence de l'annulation de la dette, il est impossible de mettre un terme à l'austérité, impossible de lutter contre le chômage de masse, de rétablir les services publics et la protection sociale. La politique d'Alexis Tsipras en est la preuve irréfutable. Elu depuis 3 mois à la faveur de la victoire de Syriza, Tsipras n'a pas cessé de donner aux capitalistes de la Troïka (UE, Banque Centrale Européenne, FMI) toutes les garanties de son « sérieux ». Etat des lieux.

Ainsi, Tsipras ne fait rien d'autre que de prolonger la politique d'austérité de ses prédécesseurs du PASOK et de Nouvelle Démocratie...

Tsipras et Varoufakis, ministre des Finances, se présentaient pendant la campagne électorale de janvier 2015 comme les champions de la lutte contre



Alexis Tsipras

les privatisations, qualifiées par eux de « bradages de la fortune de l'Etat ». Mais la réalité de leur politique de capitulation a vite fait de les rattraper et, de compromis en compromission, Syriza a officiellement franchi le pas en assurant à ses créanciers (Troïka BCE, FMI, UE, « marchés financiers ») qu'il comptait, en 2015, sur 1,5 milliards d'euros de revenus de privatisations, contre 2,2 milliards prévus au budget du précédent. Evidemment, les seulement 700 millions d'euros de différence entre les deux marquent la mise en œuvre de la même politique contre la classe ouvrière grecque.

Poursuite des privatisations

Mais à quels « bradages », à quelles bonnes privatisations, Tsipras et Syriza sont-ils donc prêts à consentir ? Celle de DEI, le principal opérateur public

d'électricité ? Celle de la société PPC, première sur le marché du service aux collectivités ? Ou alors le port du Pirée, le premier port commercial de Grèce, déjà largement vendu aux Chinois ? Sur le port du Pirée justement, les promesses de Théodoros Dritsas, ministre adjoint de la marine marchande, qui annonçait après la victoire électorale de Syriza « l'arrêt de la privatisation du port du Pirée et de celui de Thessalonique », ont fait long feu. En effet, fin mars, le vice-premier ministre, Yannis Dragasakis, annonçait une prochaine privatisation. Ce dernier, en visite en Chine déclarait que le gouvernement entendait procéder à la vente (à des capitaux chinois) des 67 % que l'Etat détenait dans l'entreprise publique chargée de l'exploitation commerciale des ports.

L'annonce de la première opération de « dénationalisation » Syriza-Tsipras a finalement eu lieu le 24 avril 2015 et concerne les droits sur les paris hippiques (le PMU grec), pour une durée de 20 ans, et une recette de 40,5 millions d'euros.

Soumission devant les diktats de l'Union européenne

L'annonce de cette privatisation est tombée en pleines négociations entre le gouvernement grec et ses créanciers (BCE, FMI, UE). Dans une note rendue publique le même jour, Varoufakis précisait : « Les désaccords actuels avec nos partenaires ne sont pas insurmontables (sic) Notre gouvernement est prêt à rationaliser le système de retraites, en limitant par exemple les départs anticipés » et à « poursuivre la privatisation partielle d'actifs publics ». « L'accord viendra vite, parce que nous



Theodoros Dritsas

n'avons pas d'autre option ». Une nouvelle preuve, s'il en fallait, de la soumission du gouvernement Tsipras-Syriza aux diktats de l'UE et des marchés. En fait, il s'agissait pour Varoufakis de venir mendier la dernière tranche d'aide de 7,2 milliards d'euros prévue par l'actuel plan d'assistance financière (240 milliards d'euros depuis 2010) afin d'éviter à l'Etat la banqueroute. D'ailleurs, les caisses sont tellement vides que Tsipras a décrété, le 20 avril 2015, la saisie des réserves de trésorerie dont disposent les organismes publics et autorités locales (mairies, régions, universités...) et le transfert des fonds disponibles à la Banque Centrale. Cet argent, dont le décret stipule qu'il doit être remboursé dans les 2 mois, doit servir à payer les salaires et retraites des fonctionnaires pour le mois d'avril !

Gestion de la « crise humanitaire » ?

Oui, la population grecque fait face à une « crise humanitaire » qui à juste titre mériterait la mise en œuvre d'un plan d'urgence. Rappelons que la dette publique grecque est évaluée à plus de 320 milliards d'euro, soit 177 % du PIB. Le taux de chômage est de 26 %, et même de 51,2 % pour les



Yannis Varoufakis

La Grèce, trois mois après les élections :

jeunes (sources Eurostat). Près de 35 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté, soit environ 3,8 millions de personnes. Entre 2008 et 2012, les revenus des ménages ont chuté en moyenne de 23 %, passant de 23 000 euros à 17 000 euros. Toujours d'après Eurostat, en 2015 par rapport à 2008, le salaire minimum grec a chuté de 14 % alors qu'il a augmenté dans tous les États membres ! Il se situerait pour Eurostat aux alentours de 684 euros bruts mensuels (Syriza l'évaluait pendant sa campagne à 580 euros).

Depuis janvier 2015, entre 25 et 30 milliards d'euros ont été retirés des agences bancaires par les grecs. Ce montant, entre 2010 et 2015, est évalué à 110 milliards d'euros, soit l'équivalent d'un tiers des dépôts ! C'est dans ce contexte de paupérisation et de décomposition totale que Tsipras et sa majorité ont fait adopter la loi dite sur la « crise humanitaire ».

Un « plan d'urgence » bien rabougri

Loin d'un plan d'urgence en soi absolument nécessaire à la population, cette loi est l'addition de « mesurette » qui aboutissent à : donner gratuitement de l'électricité et de la nourriture aux 300 000 foyers les plus pauvres ; lancer un programme de logements pour les 30 000 personnes qui sont actuellement sans toit ; débloquer une aide pour les



personnes qui ont perdu leur emploi et qui sont privées de sécurité sociale ; relever les petites retraites. Et pour les autres, pas de relèvement des retraites ? Rien, nada ? Sur ce point, notons que le minimum retraite est d'environ 480 euros et qu'il constitue le revenu mensuel de près de 40 % des 2,6 millions de retraités grecs.

Enfin, la question de l'augmentation du salaire minimum à 751 euros bruts par mois. Outre l'avantage que procure une telle politique – car pendant ce temps-là on ne parle pas d'augmenter tous les salaires qui ont pourtant été largement amputés ces dernières années – il faut noter que cette mesure n'est ni plus ni moins qu'un retour à la situation antérieure à l'application du « plan d'austérité ». Pour terminer, la loi votée ne sera pas appliquée d'un coup, mais en deux phases... Plan d'urgence, sans doute, mais chi va sano va lentano (en gros, allons-y pianissimo)

Poursuite de la casse des services publics

Depuis 2010, les différentes coupes budgétaires contre les administrations et services publics ont abouti à la liquidation de 200 000 postes de travail (soit 25 % de l'effectif total), ramenant le nombre de fonctionnaires à 600 000. Cette politique est tellement violente que la Grèce occupe la première place des pays de l'UE en matière de

réduction du nombre d'agents de l'Etat. Dans ce contexte, le projet de loi sur la « démocratisation de la Fonction publique », examiné par le Parlement depuis le 10 avril, prévoit la réintégration de 4 000 fonctionnaires licenciés et l'embauche de 15 000 agents. Et rien de plus ! D'ailleurs, il faut souligner que ces prévisions sont parfaitement conformes au budget élaboré par... le gouvernement précédent.

Tsipras écarte Varoufakis des négociations avec l'Eurogroupe

Enfin, le journal patronal Les Echos du 28 avril dernier nous apprend que, pour bien donner des gages de sa bonne volonté aux banques, il a écarté du cœur des négociations actuelles à Riga avec l'Eurogroupe son ministre des finances, Yanis Varoufakis, qui a le don d'énervier ses interlocuteurs.

Du coup, écrit le journal, « ces changements ont rassuré les marchés européens » Conséquence immédiate : la Bourse d'Athènes s'est redressée et « le CAC 40 (+1,3%) a terminé au plus haut depuis janvier 2008 » A ce rythme là, Tsipras est en train de devenir le toutou sur la plage arrière de la voiture de la Troïka.

Tôt ou tard, et sans doute assez vite, les masses vont exiger le respect du mandat qu'elles ont confié à Syriza. Le peuple grec ne restera immobile face à ce qu'il considérera et commence à considérer comme autant de renoncements, de viols de la parole donnée et pourquoi ne pas le dire, de trahisons. Et c'est bien par la lutte de classes que les travailleurs trouveront les réponses à leurs interrogations.

Wladimir Susanj
30 avril 2015



Yémen

Bas les pattes devant le peuple yéménite !

Depuis le 26 mars, L'Arabie Saoudite et ses collègues émirs de casino et de pétrole réunis agressent le peuple yéménite (la fin des opérations aériennes annoncées le 22 avril est un leurre et les bombes continuent à tomber et tuer : 1 000 morts à ce jour ont été recensés) Qu'est-ce que le Yémen ? Que s'y passe-t-il ? Quelle juste position les révolutionnaires peuvent-ils adopter ?

Le Yémen est l'antique « Arabie heureuse » ainsi appelé pendant plusieurs millénaires, par opposition à « l'Arabie pétrée », celle de sable et de pierres correspondant à l'actuelle Arabie Saoudite.

Un peu d'histoire

Le Yémen était une marche du royaume de la reine de Saba, dont l'épicentre, l'Abbyssinie était situé de l'autre côté de



la mer rouge, en Afrique orientale. Le Yémen produisait les figues, le miel, le khât (une drogue) et la cardamome. L'Arabie pétrée a donné des cailloux, un prophète connu et, tardivement, beaucoup de pétrole. Le Yémen n'est guère pourvu de cette précieuse source d'énergie fossile, mais sa position géographique à la pointe sud-ouest de la péninsule arabique face à la mer rouge et à l'océan indien et face à l'Afrique, en a toujours fait un lieu hautement stratégique à la fois pour les puissances impérialistes principales et pour les secondaires, ce qui est encore le cas maintenant. Jusqu'au siècle passé, le Yémen faisait parti de la mouvance de l'Empire Ottoman puis de l'Angleterre et n'acquies l'indépendance qu'après la deuxième guerre mondiale. Il fut rapidement placé comme pion par les deux protagonistes de la guerre froide et leurs affidés : le nord devint une annexe de l'Arabie Saoudite, et donc vassale de Washington, le sud (avec Aden pour capitale et port principal aux mains de l'impérialisme anglais jusqu'alors) devint un poste du glacis avancé de l'URSS dans

cette partie du monde. Avant la fin de l'URSS, le Yémen fut réuni mais sa réunification fut tout aussi artificielle que sa division.

Une guerre des sunnites contre les chiites ?

En effet, si le Yémen est un territoire vaste, il n'a connu historiquement que de fortes structures tribales sans constitution d'un état-nation et cette division tribale a été aggravée par les divisions religieuses, le sud et le centre étant largement musulman sunnite et le nord chiite. Rappelons que la divergence essentielle des deux branches principales de l'Islam remonte au 8ème siècle et à l'assassinat du calife Othman, après quoi les chiites exigèrent que le chef spirituel et temporel des musulmans soit un descendant direct du Prophète, ce dont les sunnites n'avaient cure. Est-ce que ces querelles qui rappellent les schismes médiévaux de la chrétienté se disputant comme à Byzance et Rome sur la trinité ou sur la communion sous deux espèces, pain et vin pour matérialiser le « mystère » de la transsubstantiation du Christ, sont les causes réelles du conflit ? Bien évidemment non.

Deux gendarmes de l'Impérialisme : Arabie saoudite et Israël

En fait, l'impérialisme principal, les Etats-Unis, sous-traite la gendarmerie à deux états : Israël bien sûr, mais aussi l'Arabie Saoudite, dont les milieux religieux, de rite sunnite wahhabite, ont produit Ben Laden, Al Quai'da, DAECH et consorts et qui, par ailleurs, se posent en doubles remparts pour Israël et Washington face à l'Iran chiite. Cette arrière-cour ne saurait en effet basculer sous influence iranienne.

Pourquoi l'Iran fait peur à l'Impérialisme ?

D'où les interventions de l'armée saoudienne partout où l'influence de l'Iran tend à s'accroître : à Bahrein, dont l'émirat sunnite a fait bombarder la population à majorité chiite en 2011 par l'aviation saoudienne, en Syrie bien sûr et au Yémen où les Houtis tribu chiite du nord se sont emparés de la capitale Sanaa, chassant le président Rabbo sunnite réfugié à Aden puis Oman puis en Arabie, tandis que l'ex-président Saleh chassé il y a 3 ans par la révolution, quoique sunnite s'allie temporairement avec les milices houtis pour retrouver le pouvoir. Si l'Iran fait si peur à la fois à Israël et à l'Arabie et aux Etats-Unis, ce n'est pas par la présence des Ayatollahs, mais parce que ce sont les masses iraniennes qui ont chassé le Shah, allié privilégié de Washington en 1979, affront qui reste à payer...

Le fantôme de l'antique Empire perse

L'Iran contrôlant la Mésopotamie (Irak+Syrie) par Bagdad et Assad interposé ? Certains sunnites mettent en avant la prétention de plusieurs généraux iraniens qui auraient déclaré rêver la reconstitution de l'antique Empire perse de la dynastie des Séfévides sur le Moyen-Orient. Autrement dit, l'ultra nationalisme sert à toutes les politiques bellicistes, et en particulier à celle du médiocre Assad plus compétent en assassinats qu'en économie et celles des deux premières puissances détentrice de gisements de pétrole en Asie : l'Iran et l'Arabie.

Halte à l'agression contre le peuple yéménite ! Halte à l'aide impérialiste aux va-t-en guerre de Ryad ! Pour les Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient !

**Mohand Kebaili,
le 25 avril 2015**

Cuba

Pour la défense des acquis de la Révolution

C'est officiel : Obama reconnaît l'Etat cubain. Cela signifie à très court terme la fin du blocus initié il y a plus de 50 ans par Washington et ses affidés contre la révolution cubaine qui a renversé Batista en 1959. Le produit de ce blocus semi-séculaire a été un accroissement considérable de la misère du peuple cubain, victime de la pénurie organisée conjointement par l'impérialisme américain et l'incurie de la bureaucratie stalinienne castriste. Quelques rappels.

Cette pénurie, en tous points semblable à celle que vivaient les peuples de l'Europe de l'Est durant la guerre froide, n'a existé que parce que l'internationalisme a été jeté aux orties par Staline au cours des années 30 et par la dissolution de la 3ème internationale en 1943. Cuba satellisé et aux ordres de la bureaucratie de Moscou contribuait économiquement au circuit interne du Comecon et le blocus faisait le reste.

Gratuité des soins, des études, 0% d'analphabètes...

Sur le plan des conquêtes sociales, celles dont la presse aux ordres ne parle que très rarement : la gratuité des soins, celles des études et l'universalité des emplois représentent des acquis à faire pâlir les prétendues démocraties occidentales et on se souvient de l'opération publicitaire de Michael Moore organisant la visite de salariés nord-américains malades et incapables de payer les frais médicaux aux Etats-Unis et soignés gratuitement à la Havane. Tout comme les nombreuses missions médicales envoyées en Afrique et en Amérique latine, à l'occasion de catastrophes sanitaires ou dans le cadre d'une coopération amicale comme celle nouée avec le Venezuela. Et dans le domaine scolaire : 0 % d'analphabètes.

Raul Castro s'engage dans les privatisations

Qui dit mieux ? Et bien sûr, on entendra les contempteurs du système dénoncer le délabrement des hôpitaux et les pots de vin « à la mode moscovite » glissés aux médecins pour un « bon » lit d'hôpital. Si de telles conquêtes sociales ont pu être conservées, c'est parce que le peuple cubain y est attaché et les défend. Ils ne doivent rien à la bureaucra-

tie castriste qui, dès le début, a chapeauté le mouvement révolutionnaire, à la manière de son homologue chinoise, elle aussi produit du stalinisme géniteur de toutes les perversions et trahisons possibles. Et voilà que de nos jours Raul Castro, en 8 ans de gouvernement, brade le monopole de l'emploi aux mains de l'Etat, et autorise la pratique privée du commerce et de l'industrie avec une liste d'une centaine d'activités privées encadrées mais licites. Et chacun de pratiquer la débrouille pour survivre à la pénurie organisée.

La restauration capitaliste, but de l'Impérialisme yankee

C'était l'un des premiers pas vers la privatisation rampante de l'économie et ce clin d'œil à Washington a reçu l'écho voulu : les Etats-Unis exigent plus et obtiennent plus en matière bancaire et pour les transactions financières, avant de concéder machiavéliquement la levée du blocus, une fois la marche vers la restauration capitaliste enclenchée.

A présent les plus fortunés des exilés de Miami se réjouissent à l'idée de participer à la curée sur les moyens de production et services publics cubains et de revenir « au bon temps » de Batista, dictateur de 1952 à 1959.

Les peuples ne courberont pas l'échine

Au-delà du mauvais coup porté contre les acquis du peuple cubain et la révolution sociale de 1960, l'intrusion yankee va contribuer à l'isolement du Venezuela et dans une moindre mesure de la Bolivie et de l'Equateur dans le droit fil des coups d'Etat contre-révolutionnaires au Honduras et au Paraguay. Mais de là à considérer que les peuples latino-américains vont courber l'échine et laisser une terreur blanche envahir le sud du continent, il y a un océan peu pacifique si j'ose dire. Pour l'heure, il faut soutenir la défense des acquis de la révolution cubaine ce qui est parfaitement dissociable de la défense d'un régime à nature réactionnaire, précisément parce que, contrairement à ce que disaient les membres du Secrétariat Unifié de la « 4ème internationale », la bureaucratie stalinienne n'a pas une double nature, mais une seule, réactionnaire, comme expression de la pression de bourgeoisie sur le mouvement et l'Etat ouvrier (cf. : URSS des années 20 puis 30).

Bas les pattes devant les conquêtes du peuple cubain !

**Gabriel Rodriguez,
le 24 avril 2015**



Raúl Castro et Barack Obama

Venezuela

Vers un Tribunal public

DOù en est le Venezuela, entre rumeurs de coup d'Etat, arrestation du maire de Caracas, tentatives diverses de museler l'opposition à gauche de Maduro ? Situation chaotique de laquelle l'Impérialisme US voudrait bien tirer les marrons du feu... Extraits d'un entretien avec Carlos Carcione, dirigeant de Marea socialista du Venezuela, publié le 9 avril dans Alternativa Socialista, quinzomadaire du MST d'Argentine.

Que penses-tu de l'escalade d'Obama contre le Venezuela ?

Les 10 et 11 avril se réunira à Panama le sommet des Amériques. Nous pensons que le gouvernement bolivarien doit demander que le premier point du sommet soit l'exigence présentée au gouvernement nord-américain que cesse son ingérence au Venezuela en retirant immédiatement le décret exécutif d'Obama. Le gouvernement du président Maduro est accompagné d'une action diplomatique avec le soutien des pays organisés dans l'Unasur et la Celac. Il compte avec le soutien de son peuple, exprimé par les 6 millions de compatriotes qui se sont prononcés contre le décret exécutif et une réponse internationale favorable au Venezuela, de tous les gouvernements latino-américains, du Mouvement des non alignés, qui, à ce jour, sont 127 plus la Chine.

L'opposition insiste beaucoup sur la détérioration économique et la pénurie d'approvisionnement ?

L'opposition n'a pas de programme pour sortir de la crise. La crise est très forte et elle n'est pas loin de la tourmente. Elle est aggravée par la chute du prix du pétrole. C'est une guerre économique : pénurie programmée, marché noir sur les produits essentiels, contrebande... Mais le centre du processus économique, c'est la crise à cause du virage pris.

Une chose était le modèle de Chavez, le modèle d'économie mixte que nous critiquions alors, mais qui tenait des mécanismes de réassurances qui évitaient cette situation chaotique(...) Mais la réaction du gouvernement de Maduro fut d'appeler à des réunions économiques de paix à négocier, à concéder des augmentations de prix chaque fois que le demandait le secteur privé. Ceci n'a résolu aucun problème, au contraire cela n'a fait que les aiguïser en découvrant la faiblesse du gouvernement. Y

compris certaines des dernières lois, des lois prises pour que le Président puisse gouverner par décret sur différents sujets, sont préjudiciables pour la souveraineté du pays, par exemple la loi sur les zones économiques spéciales, ou l'élargissement des niveaux de participation des multinationales pétrolières dans les champs pétrolifères à l'embouchure de l'Orénoque.

Pourquoi dans les années de prospérité, le Venezuela n'a-t-il pas changé du modèle consistant à vivre exclusivement de la rente pétrolière ?

Il y a eu beaucoup de tentatives. En premier lieu s'est constitué un fond d'investissement pour les infrastructures. Dans ce grand pays, tout se transporte par camions. On commença par la construction gigantesque de réseaux ferrés, certains pour le transport des voyageurs sont terminés. Depuis les années 60 on ne construisait pas de nouveaux barrages pour alimenter en énergie électrique et aujourd'hui on en termine un commencé sous Chavez, un barrage très important. (...)

En ces années de prix extraordinaires du pétrole ce sont près de 800 milliards de dollars qui entrèrent dans le pays. Si une partie importante fut investie dans les « missions » et dans les importations, le reste fut dilapidé par des entreprises fantômes facturant des importations fictives pour obtenir des devises, ou par des manœuvres spéculatives avec la dette souveraine etc.

Que devrait-il se faire ?

Le 29 mai nous organisons un « Tribunal public » sur les détournements de fonds de la Nation. Nous mettons en son centre la lutte contre les privilèges, le recensement et les liens entre la bureaucratie et les secteurs privés. Et nous mettrons au grand jour le réseau maffieux qui couvre toute la société vé-

nézuélienne au travers d'un processus de mobilisation pour un Audit Public et Citoyen de tous les comptes de la Nation. A partir de là, on verra qui sont les fonctionnaires qui se sont enrichis avec les détournements de fonds, spécifiquement liés aux importations, qui sont les banquiers qui ont escroqué avec la dette. Une dette illégitime en dollars et que la Banque Centrale vend en bolivars avec un différentiel spéculatif de 100%. De 1998 à 2013 un total de 259 milliards de dollars. !

La récupération du contrôle sur les finances nationales, sur le patrimoine national, sur les comptes publics, le mécanisme de l'audit public, renforcera la lutte contre la crise et pourrait la résoudre positivement face aux capitalistes.

Traduction assurée par Paul Dumas, 14 avril 2015.



Carlos Carcione, de Marea Socialista

Argentine

Après la grève du 31 mars

En dépit de la propagande gouvernementale, des pressions des patrons et du rôle néfaste de la bureaucratie syndicale, la grève a été ressentie fortement dans tout le pays. En plus des transports, des hôpitaux, des écoles et des banques, les secteurs de la CGT officielle s'y sont joints. La continuité et la bataille pour une nouvelle direction syndicale, sont à l'ordre du jour.

31 mars. Les villes se sont réveillées comme un jour férié. Les entrées et les avenues des lieux les plus peuplés, dans toutes les provinces, étaient pratiquement désertes. Le fait que l'immense majorité des corporations du transport appelaient à la grève la renforçait puissamment. Mais aussi le ralliement de syndicats habitués à ne rien faire, comme l'UOM, lui donnait encore plus de force.

Tentative avortée de casser la grève

Le gouvernement a essayé de la casser sans y arriver. Devant cet échec, il a alors mis en avant deux arguments pour affaiblir et minimiser le coup reçu. D'un côté, avec une dose importante de cynisme, les soutiens du régime insistèrent sur le fait que la grève était une mesure « au bénéfice de ceux qui gagnent le plus et qui ne veulent rien partager avec les retraités ». Paradoxalement, ceux qui disent semblable chose gagnent des salaires énormes, négociant le paiement de la dette extérieure au profit des multinationales, au détriment de notre souveraineté et défendent des accords semblables à celui passé dernièrement avec la Chine, et qui ne nous rapportera quasiment rien.

Pourquoi pas des grèves le samedi et dimanche !

Par ailleurs, on répète à nouveau que la grève des transports oblige les gens qui voudraient travailler à rester chez eux. Si ce n'était pas ceux qui gouvernent le pays qui le disent, cela prêterait à rire. Il est évident que n'importe quelle mesure et épreuve de force affecte le fonctionnement normal des

choses, sinon cela serait complètement inefficace pour la défense des revendications. Bientôt, ils vont nous proposer de nous mobiliser les samedis...ou les dimanches soir !

La bureaucratie, l'obstacle principal

Pour nous, la grève fut importante car elle a permis que s'exprime la colère de millions, devant le recul de leur niveau de vie. Si ce n'était pas le rôle joué par les syndicalistes officiels liés depuis longtemps au pouvoir mais aussi par les papes de la bureaucratie oppositionnelle, la grève aurait été encore plus forte. Ce que réclament de nombreux travailleurs qui voient que les grèves isolées et sans préparation n'arrivent pas à tordre le bras au gouvernement et à gagner sur les revendications les plus essentielles.

Parce que ces dirigeants, en plus de mettre en avant des grèves échelonnées et sans préparation sur les lieux de travail, de faire une grève « dominicale », sans appeler à des actions unitaires, se refusent à unifier la revendication contre l'impôt sur les revenus avec la bataille pour une augmentation générale des salaires qui réponde aux besoins de plus de la moitié des travailleurs qui gagnent en dessous de 5000 pesos (535 euros).

Il faut un programme ouvrier d'ensemble

Se refusent à appeler au combat pour en finir avec la précarité, augmenter les budgets de la santé et de l'école publique, entre autres. De justes revendications que la grande majorité du mouvement ouvrier met en avant depuis des années. La vraie question est celle d'un programme ouvrier alternatif qui mette en avant une réforme des impôts progressive où serait éliminée la TVA, où serait annulé l'impôt sur les salaires et les taxes sur la consommation ; Et où ceux qui ont le plus paient le plus !

La place essentielle de notre courant syndical

Notre courant syndical avec la CTA autonome et d'autres secteurs a diffusé un tract mettant en avant ces revendications universelles et des solutions de fond. Pour nous il était fondamental de mettre au centre le bon programme et pas seulement la revendication d'augmentation des salaires, juste bien entendu mais insuffisante. Mais, bien que nous nous sommes fait entendre, nous n'avons pu déborder les chefs de la CGT qui ont limité la grève exclusivement sur la question de l'impôt, ce qui fut utilisé par le gouvernement pour porter la confusion dans une partie des travailleurs avec sa propagande.



Extraits d'Alternativa Socialista (Quinzomadaire du MST) du 9 avril 2015. Traduction assurée par Paul Dumas, 13 avril 2015.

Note de lecture

«Le traumatisme du chômage»

Psychiatre, professeur émérite de Médecine légale et Droit de la santé au CHU de Saint Étienne, Miche DEBOUT est membre associé du Conseil économique, social et environnemental, et membre de l'Observatoire national du suicide. Il préside l'association Bien-être et société. Il est administrateur et trésorier de la Fondation Jean Jaurès. Ce livre a bénéficié de la collaboration de Gérard CLAVAIROLY, journaliste spécialisé dans les questions de santé. Une étude, atterrante, imparable.



Dans son introduction, ce livre décrit, de manière précise, les méfaits sanitaires du chômage, faisant un constat de près de 5 millions de chômeurs en France et de 27 millions en Europe.

A l'exception de quelques professionnels de santé et de rares équipes isolées, la santé des chômeurs semble n'intéresser personne, particulièrement les pouvoirs publics, toutes sensibilités confondues.



Michel Debout

Descrivant l'espérance de vie

moins des chômeurs, la mortalité par suicide, des mesures urgentes à mettre en œuvre sont proposées par l'auteur.

Aucun ouvrage déterminant sur le sujet, aucune publication aisément disponible. La connaissance de ce phénomène ne peut être expliquée par manque d'observations et de données. Ce livre fait référence à certains écrits, mais de manière incomplète et inachevée.

Quand nous lisons que le 6 juillet 1993, il y a presque 22 ans, le Conseil économique et social (CES), dans son avis sur le suicide, recommandait la création d'« une médecine des

chômeurs » afin que le sur-risque de dépression et de suicide soit mieux pris en compte !

Puis ce livre évolue en deux chapitres :
-1- Licenciements et pertes d'emploi. Une atteinte au bien-être physique, psychologique et relationnel des travailleurs.
-2- Lutte contre le chômage et contre les méfaits du chômage.

Dans sa conclusion, ce livre aborde le développement d'un nouveau concept «La prévention tout au long de la vie», avec la «Médecine préventive des chômeurs» ainsi que la construction de

la «Médecine préventive des retraités».

En évoquant la prévention de la santé comme ambition de la décennie à venir, et en concernant, à côté des médecins, tout le corps social, l'auteur écrit que la société doit reconnaître chacun à sa place, avec l'expression de la solidarité sociale mais avec une claire conscience que le chômage est un cancer qu'il faut éradiquer en s'attaquant à la racine du mal...



Gérard Clavairoly

**Jénofa Serbielle
27 avril 2015**

(1) Michel DEBOUT – avec la collaboration de Gérard CLAVAIROLY

Les Éditions de l'Atelier – Janvier 2015 – Prix : 12 € - 91 pages



Note de lecture

«Pour les musulmans»

Rares sont les intellectuels reconnus à prendre fait et cause contre l'islamophobie, pour les musulmans. En d'autres temps, lorsqu'éclata l'Affaire Dreyfus (1896) un seul homme de lettres se leva pour les juifs : Emile Zola. En 2014, à contre-courant des discours dominants, Edwy Plenel s'est levé et s'est élevé. Fort heureusement pour la démocratie, il y a encore des hommes qui ont le courage de dresser l'étendard de la lutte contre l'injustice. Nous ne partageons pas toujours ses écrits, quoi de plus normal, mais cet ouvrage mérite qu'on le lise et le fasse lire car il dit vrai.

Publié en septembre 2014, le livre d'Edwy Plenel Pour les musulmans a été réédité en février 2015, précédé d'une Lettre à la France. En référence à un article d'Emile Zola en 1898. Pour les musulmans, en clin d'œil à l'article de Zola « Pour les juifs », paru en 1896. Parce que, comme nous l'avons répété nous-mêmes à maintes reprises : l'islamophobie est l'antisémitisme d'aujourd'hui. C'est ce que démontre Edwy Plenel avec autant de panache que de simplicité dans cet ouvrage qui tient tout à la fois du manifeste et du plaidoyer...



Edwy Plenel

Phénomènes morbides des temps de transition

Laissons-le s'en expliquer lui-même : « Paru en septembre 2014, ce livre [Pour les musulmans] prolongeait mon appel, paru au printemps, à Dire non aux monstres que sont le racisme et la xénophobie, la haine et la violence, ces phénomènes morbides des temps de transition et d'incertitude, quand le vieux monde se meurt et que le nouveau tarde à venir »

Obstinément, sans hésiter à se répéter, Plenel décortique et démonte le mécanisme de l'islamophobie et de sa banalisation, de sa propulsion et sa promotion par les gouvernements successifs, par les médias et une certaine gauche. Il en dévide l'hypocrisie et le ramène à la vraie question : la question sociale.

Au détour il rappelle ce que bien des « gauches » et même « extrêmement gauches » ont oublié : « quand les opprimés se font la guerre au nom de l'origine, les oppresseurs ont la paix pour faire affaire, c'est-à-dire des affaires. Leurs affaires privées au détriment de

l'esprit public ; cette course folle à l'accumulation où se creusent, comme jamais, des inégalités insupportables ». Et, d'ajouter : « Racisme et xénophobie ne sont pas une génération spontanée, mais le produit d'une politique qui s'y abandonne »

En toile de fond : la question sociale

Il démasque avec élégance ceux qui parent l'islamophobie de vertus laïques, voire « antireligieuses ». Il évoque le rapport annuel 2014 de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme qui « s'alarmait de la banalisation de l'islamophobie, sous couvert de combat soi-disant laïque ». Ce combat douteux s'étant tout d'abord focalisé sur la question du foulard islamique : « Brandir la visibilité de ce morceau de tissu comme la question décisive pour notre espace public, c'est nous inviter à ne plus voir le reste, et au premier chef la question sociale et celle des quartiers populaires » S'agissant de la haine de la religion et, aujourd'hui de la religion islamique, il en démonte le ressort : « la haine de la religion (...) est l'expression d'un déni social : d'un rejet des dominés et des opprimés tels qu'ils sont ». Il n'oublie pas de rappeler que Robespierre rejetait toute idée de « totalitarisme athée », que Rosa Luxemburg et Lénine n'avaient pas de mots assez durs contre l'antichléricisme bourgeois.

De Guéant à Valls

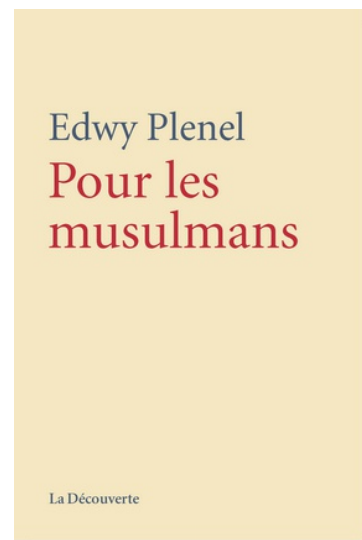
Plenel n'oublie pas de dénoncer Claude Guéant lorsqu'en 2012, il déclara « toutes les civilisations ne se valent pas. Et, il rappelle le fameux discours du député socialiste martiniquais, Serge Letchimy, dans le veine d'Aimé Césaire,

en réaction à ces propos nauséabonds, accusant Guéant de « nous ramener jour après jour à des idéologies européennes qui ont donné naissance à des camps de concentration au bout du long chapelet esclavagiste et colonial ». Bien entendu, Plenel n'épargne pas Valls dans le registre glauque de l'islamophobie. Et son extension aux Roms.

C'est ainsi qu'Edwy Plenel n'a de cesse de dire, de démontrer et redire que le racisme anti-musulmans est appelé à s'élargir à d'autres « minorités », qu'il porte en lui-même un danger pour les droits démocratiques et sociaux de toute la population. Point n'est besoin de partager tous les points de vue d'Edwy Plenel pour affirmer que sa contribution au combat contre l'islamophobie est inséparable du combat contre le racisme, inséparable du combat de classe contre le gouvernement et sa politique et qu'elle nous est donc précieuse, comme elle le sera pour tous les opprimés.

Daniel Petri
25 avril 2015

Editions La Découverte



Rédacteur en chef : Paul Dumas

Comité de rédaction : Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Zdenek Zavladi, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Garledji Makélélé, Gabriel Rodriguez, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

Directeur de publication :

Pedro Carrasquedo



Léon Trotsky



Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.

« Nous avons analysé le fascisme au fur et à mesure qu'il s'est développé à travers les différentes étapes de son développement, et nous avons mis en avant tantôt l'un, tantôt l'autre de ses aspects. Il y a un élément de bonapartisme dans le fascisme. Sans cet élément, à savoir sans que le pouvoir de l'Etat s'élève au-dessus de la société par suite de l'extrême exacerbation de la lutte des classes, le fascisme n'eût pas été possible. Mais dès le début, nous avons souligné que c'était avant tout une question de bonapartisme de l'époque du déclin impérialiste qui diffère qualitativement du bonapartisme de l'époque de montée de la bourgeoisie. A une étape ultérieure, nous avons distingué le bonapartisme pur en tant que prologue du régime fasciste. [...]

Les ministères de Brüning, Schleicher et la présidence de Hindenburg en Allemagne, le gouvernement de Pétain en France, mais ils se sont tous avérés, ou doivent s'avérer instables. Dans l'époque du déclin impérialiste, un bonapartisme purement bonapartiste est absolument inadéquat ; l'impérialisme trouve indispensable de mobiliser la petite bourgeoisie et d'écraser le prolétariat sous le poids de celle-ci. L'impérialisme n'est capable d'accomplir cette tâche que lorsque le prolétariat lui-même montre son incapacité à conquérir le pouvoir, pendant que la crise sociale pousse au paroxysme la petite bourgeoisie. »

Léon Trotsky. Bonapartisme, fascisme et guerre. 20 août 1940. Dernier article de Trotsky, enregistré le jour de son assassinat. Sources : Archives internet des marxistes .MIA